



COOPÉRATION
SÉNÉGAL - LUXEMBOURG



MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'APPRENTISSAGE ET DE L'ARTISANAT

Elaboration du Plan de Renforcement des Capacités

Restitution travaux d'élaboration du PDRC

Dakar, le 04 février 2016

AGENDA DE L'ATELIER

| Heure | Activité | Concernés |
|----------|--|---|
| 09 h 00' | Ouverture de l'atelier : <ul style="list-style-type: none">• Présentation du cadre de l'action• Ouverture officielle | DRH SG |
| 09 h 15' | Présentation des résultats de l'action | Consultant |
| 09 h 45' | Discussions | Tous les participants |
| 11 h 00' | Pause-café | Participants |
| 11 h 30' | Reprise des travaux : <ul style="list-style-type: none">• réponses aux recommandations et suggestions• deuxième partie questions réponses | <ul style="list-style-type: none">• Consultant• Participants |
| 13 h 30' | Clôture de l'atelier | SG |

INTRODUCTION

- ❑ Cette présentation est relative à l'ensemble des travaux d'élaboration du Plan de Renforcement de Capacités (PRDC) du MFPAA
- ❑ Plan de la présentation
 - ✓ Rappel des phases de l'action
 - ✓ L'analyse par les fonctions et les livrables
 - ✓ L'architecture du PDRC
 - ✓ Les résultats des travaux
 - ✓ Les critères de priorisation
 - ✓ L'estimation financière
 - ✓ Les difficultés rencontrées

RAPPEL DES PHASES DU PROJET

- ❑ La mission comporte 3 phases :
- ❑ Phase 1 : élaboration d'une méthodologie et outils de diagnostic (fin juillet 2015)
- ❑ Phase 2 en 2 étapes :
 - ✓ Etape 1 : réalisation des enquêtes (août – septembre 2015)
 - ✓ Étape 2 : analyse et rédaction d'un rapport d'analyse (28 septembre – 8 octobre 2015)
- ❑ Phase 3 :
 - ✓ Compléments d'analyse du diagnostic, détermination des écarts entre la situation actuelle et celle souhaité (à partir de 12 octobre)
 - ✓ Élaboration du PDRC (9 novembre 2015 au 3 février 2016)

LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU DIAGNOSTIC

- ❑ Le diagnostic a porté sur 34 structures
 - ✓ 13 services centraux
 - ✓ 4 services rattachés
 - ✓ 2 services déconcentrés (IA)
 - ✓ 3 Etablissements de formation de formateurs
 - ✓ 11 ETFP
 - ✓ 1 Maison de l'outil
- ❑ Par rapport à plusieurs domaines ou fonction

LES DOMAINES

- Le pilotage
- La gestion administrative et financière
- La passation de marchés
- La maîtrise d'ouvrage
- La gestion des ressources humaines
- La planification et le suivi-évaluation
- La pédagogie / andragogie (APC)
- le partenariat
- La communication interne et externe / l'informatique
- Le contrôle

MODE DE CONDUITE DU DIAGNOSTIC

- ❑ Selon la méthodologie initiale et les outils de collecte des données les structures ont fait l'objet d'un diagnostic
- ❑ Une analyse SWOT a été faite pour les différentes structures
- ❑ Cette analyse a montré des limites :
 - ✓ Focaliser sur les structures pouvait occulter certaines fonctions
 - ✓ L'analyse des faiblesses par structures pouvait être mal accueillie
 - ✓ La difficulté de se baser sur des aspects factuels unanimement reconnus
- ❑ L'introduction de l'analyse par les fonctions et les livrables a permis d'amener plus de rigueur

L'ANALYSE PAR LES FONCTIONS

- ❑ Les domaines précisés par les TdR correspondent à des fonctions remplies par les différentes structures
- ❑ Chaque fonction ou domaine correspond à un processus qui a des livrables
- ❑ Les livrables sont des produits matériels ou immatériels qui résultent d'une valeur ajoutée apportée par les intervenants au niveau du processus
- ❑ Une fonction est souvent mise en œuvre par plus d'une structure même si elle est sous le contrôle d'une structure en particulier
- ❑ L'avantage de l'analyse par les fonctions et les livrables :
 - ✓ Une analyse factuelle des faiblesses liées aux livrables
 - ✓ Une reconnaissance plus aisée des faiblesses d'ordre global pour une fonction

DÉTERMINATION DES FAIBLESSES

- ❑ Des livrables ont été associés à chaque fonction dans la situation actuelle et en tenant compte des différentes options et engagements pris par le système de la FPTA :
 - ✓ Le Plan Sénégal émergent (PSE)
 - ✓ Le plan de développement stratégique de la FPTA
 - ✓ La loi d'orientation de janvier 2015
 - ✓ L'entrée en vigueur imminente des directives de l'UEMOA relatives aux finances publiques
 - ✓ L'exécution nationale de projets financés par des PTF
 - ✓ L'application du code de l'artisanat de l'UEMOA, etc.
- ❑ Une ou des faiblesse(s) est/sont associée(s) à un livrable de manière consensuelle si :
 - ✓ Le livrable n'est pas produit ou s'il est n'est pas produit régulièrement alors qu'il devrait l'être
 - ✓ La qualité du livrable n'est pas jugée bonne
- ❑ La faiblesse est caractérisée par : une absence, une insuffisance de moyens, un manque de qualifications, un processus non formalisé, etc.
- ❑ Des faiblesses d'ordre global au niveau des fonctions ont aussi été identifiées. Elles peuvent concerner un dysfonctionnement unanimement reconnu ; un manque de coordination entre structures intervenant dans un même domaine ; un manque de moyens humains, matériels, budgétaires, etc.

LE CONTENU DU PRDC

- ❑ Une présentation de la problématique et des propositions pour les résoudre
- ❑ Un tableau par fonction qui comporte les éléments suivants :
 - ✓ Faiblesses transversales / Livrables
 - ✓ Faiblesses
 - ✓ Explications
 - ✓ Renforcement des capacités (RC) Type et code du RC
 - ✓ Structures concernées
 - ✓ Modalités de mise en œuvre
 - ✓ Résultats
 - ✓ Indicateurs
 - ✓ Sources de vérification
 - ✓ Appuis possibles
 - ✓ Sources de financement
- ❑ Chaque tableau est précédé par les principaux objectifs retenus par le plan de développement stratégique pour faire le lien du RDC avec les objectifs du MFPAA

LE CONTENU DU PRDC

- ❑ Chaque tableau est précédé par les principaux objectifs retenus par le plan de développement stratégique pour faire le lien du RDC avec les objectifs du MFPAA
- ❑ Les résultats attendus
- ❑ Les indicateurs. Les indicateur ce niveau s'apparentent plus à des indicateurs d'effets

LES PRIORITÉS

- ❑ Des critères de priorités ont été avancés
- ❑ Accorder une priorité aux RDC qui :
 - ✓ impactent le plus la performance. A titre d'exemple les systèmes de pilotage, de planification, de suivi et d'évaluation
 - ✓ contribuent à la préparation aux impératifs de conformité aux engagements pris par le pays :
 - Les directives de l'UMEOA relatives aux dépenses publiques
 - L'exécution nationale des projets

LES RDC CONCERNÉS PAR L'ESTIMATION FINANCIÈRE

- ❑ Les aspects soft à tous les niveaux : institutionnel, organisationnel et individuel
- ❑ Le RDC en matériels et équipement n'a pas fait l'objet de détermination. Il est recommandé de prévoir une enveloppe de 30 Millions de FCFA pour faire une étude permettant de déterminer les besoins des services centraux et des IA / IEF
- ❑ Les domaines de la FPT et de l'artisanat ne sont pas pris en compte dans l'estimation budgétaire actuelle. Deux possibilités :
 - ✓ Ces deux domaines doivent faire l'objet d'un approfondissement sous forme d'étude de faisabilité
 - ✓ Les intégrer dans les grands projets de coopération (Banque mondiale, AFD, Programme SEN /028, Coopération canadienne, etc.

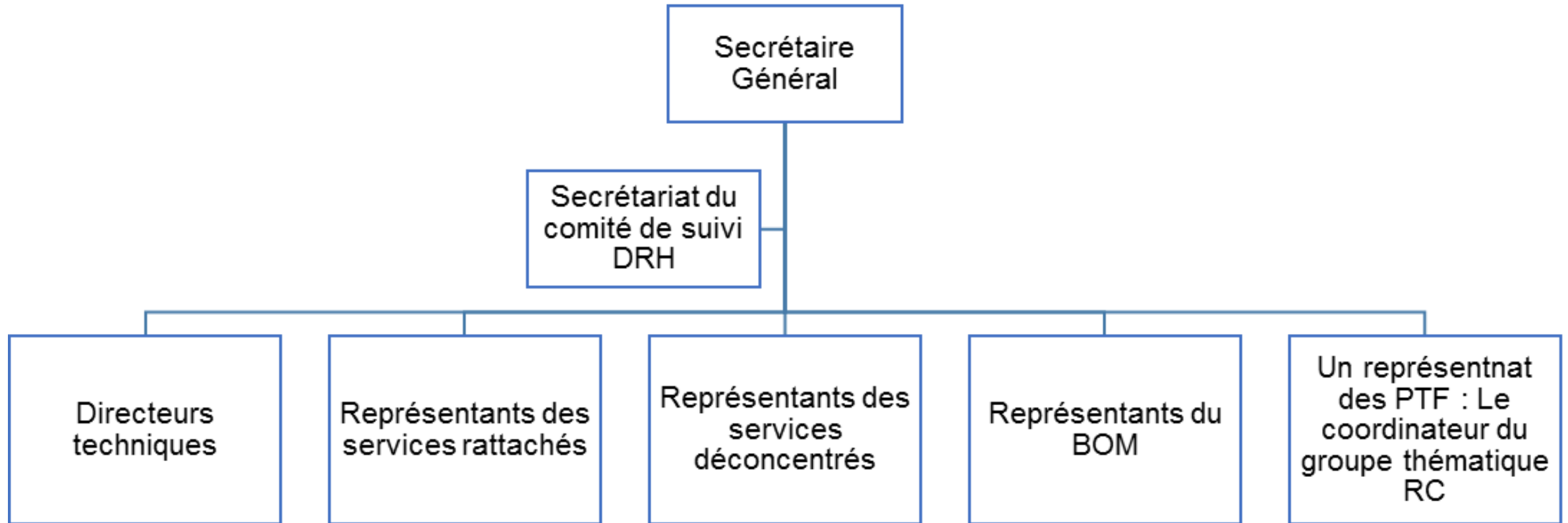
QUELQUES ORIENTATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE

- ❑ Le responsable de la mise en œuvre du PRDC est la DRH. Elle est responsable de sa validation, de son maintien à jour du suivi de sa mise en œuvre et de l'évaluation de ses effets sur le fonctionnement du Ministère. Il lui appartient également, en concertation avec les directions techniques du Ministère, les services rattachés et les services déconcentrés et le cas échéant avec les PTF, de veiller au respect de la programmation des actions, à la mobilisation des populations à former et à en évaluer les résultats
- ❑ La DRH coordonne particulièrement avec la DAGE pour l'estimation et la mobilisation des ressources nécessaires. En coordination avec les services concernés, la DRH et la DAGE proposent des mécanismes d'arbitrage pour ventiler les ressources selon les priorités du Ministère

QUELQUES ORIENTATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE

- ❑ Le suivi de la mise en œuvre est assuré par un comité de supervision présidé par le Secrétaire Général et son secrétariat est assuré par la DRH. Chaque structure concernée a un point focal au sein de ce comité
- ❑ Le comité se réunit au moins une fois par semestre et à chaque fois que nécessaire sur invitation du Secrétaire Général
- ❑ Les réunions du comité doivent être préparées par la DRH qui fait un rapport écrit sur l'avancement de la mise en œuvre du Plan et les difficultés rencontrées accompagnées de propositions de solutions pour les résoudre

ORGANIGRAMME DU SYSTÈME DE MISE EN ŒUVRE



L'ESTIMATION FINANCIÈRE

- ❑ Le travail a été fait par les experts du Ministère encadrés par les experts du BOM en un premier temps au cours de la semaine du 25 janvier et complété au cours de la semaine du 1^{er} février
- ❑ Des coûts unitaires ont été fixés
- ❑ La majeure partie des activités sont du type soft, ateliers de rédaction de textes, élaboration de manuels, formation action, etc. , les hypothèses suivantes ont été retenues :
 - ✓ Le coût de l'homme jour du consultant varie souvent entre 200 000 et 300 000 FCFA
 - ✓ Une intervention d'une semaine donne lieu à :
 - 7 jours pour le consultant (pour tenir compte de la préparation et de l'élaboration du rapport),
 - 5 jours de prise en charge pour les participants
 - Un coût moyen de location de salle de 100 000 FCFA par jour a été retenu
 - Les frais de repas correspondent aux coûts pratiqués actuellement notamment par l'ENFEFS
 - Prise en compte des frais relatifs à la fourniture de matériel didactiques (bloc notes, stylos, reproduction de documents, etc.)
 - Existence d'une rubrique per diem
 - Coût de l'utilisation des voitures (carburant selon kilométrage, frais de déplacement des chauffeurs, etc.)

LE COÛT DU PLAN

- ❑ Coût total sur les trois années : 738 714 450 FCFA
- ❑ Coût de la prise en charge de la mise en œuvre et de suivi-évaluation : 115 050 000 FCFA

| Moyens matériels pour la conduite et la supervision de mise en œuvre du PRDC: | Nombre | Coût unitaire (x 1000 FCFA) | Coût total |
|--|--------|-----------------------------|------------|
| Moyen de locomotion (un véhicule) | 1 | 30 000 | 30 000 |
| Matériels informatiques: | | | |
| 3 PC portables pour le comité de supervision | 3 | 500 | 1 500 |
| 3 imprimantes pour le comité de supervision | 3 | 300 | 900 |
| 3 abonnements 3G pour le comité de supervision /3 ans | 3 | 450 | 1 350 |
| Photocopieur grand modèle | 1 | 1 000 | 1 000 |
| 1 vidéo projecteur | 1 | 300 | 300 |
| 20 PC portables (1 par point focal) | 20 | 500 | 10 000 |
| 20 imprimantes (1 par point focal) | 20 | 300 | 6 000 |
| 20 abonnements 3G (1 par point focal) | 20 | 450 | 9 000 |
| Logiciels de gestion des projets, de bureautique, anti virus, VISIO, etc... | 10 | 1 500 | 15 000 |
| Frais de déplacement, de carburant et de prise en charge du comité de supervision des activités | 1 | 40 000 | 40 000 |

CE QUI RESTE À FAIRE

- ❑ Affiner l'estimation financière et la ventiler sur les 3 années : 2016, 2017, 2018 en se basant sur la priorisation
- ❑ Engager une assistance technique pour l'estimation des besoins en matériels et équipement selon un choix :
 - ✓ Soit se limiter aux services centraux et les services déconcentrés
 - ✓ Soit prendre en compte tout le dispositif. Il y a la difficulté des établissements de FPT. Prendre une option pour ne prendre en compte que les équipements d'amélioration de la productivité : matériel informatique, liaison internet, matériel roulant, logiciels de gestion et de statistiques